

Crise au Burundi: début des discussions de fond à Bujumbura

@rib News, 18/07/2015 â€“ Source AFP Les acteurs de la crise burundaise ont entamé samedi matin à Bujumbura les sujets de fond sous l'égide du médiateur ougandais, moins de trois jours avant la présidentielle controversée prévue mardi, a indiqué à l'AFP un participant aux discussions. Les discussions ont commencé en milieu de matinée sur la "sécurité dans le pays et le retour des réfugiés" burundais. Plus de 150.000 Burundais ont fui dans les pays voisins le climat pré-électoral d'attente créé par la crise née fin avril de la candidature du président Pierre Nkurunziza à un troisième mandat, que ses adversaires jugent contraire à la Constitution.

Le calendrier électoral, contesté par les anti-Nkurunziza qui réclament l'annulation des législatives du 29 juin et le report sine die de la présidentielle, sera abordé ensuite, selon un dirigeant des opposants au troisième mandat. Les pays de la région ont mandaté le président ougandais Yoweri Museveni pour tenter de trouver une issue à cette crise émaillée de violences ayant fait plus de 80 morts. Le gouvernement a aussi joué une tentative de coup d'Etat militaire à la mi-mai et à étouffer à la mi-juin par une brutale répression des manifestations quasi quotidiennes à Bujumbura. Mais il a ensuite été confronté à une série d'attaques à la grenade et, depuis une semaine, à des combats entre armée et rebelles dans les régions septentrionales frontalières du pays. Les pourparlers, ouverts mercredi par M. Museveni qui a passé le lendemain le relais à son ministre de la Défense, Crispus Kiyonga, ont un temps bloqué sur le refus du camp présidentiel (gouvernement et parti au pouvoir CNDD-FDD) que les questions controversées du calendrier électoral et du troisième mandat du président Nkurunziza figurent au menu. Le camp présidentiel a finalement accepté, sous pression de la médiation, que "tous les sujets" soient abordés mais les discussions s'étaient achevées vendredi soir sans ordre du jour, les parties n'étant pas d'accord sur l'ordre dans lequel les différentes questions devaient être discutées, selon des dirigeants de l'opposition et de la société civile. Un représentant des Nkurunziza a accusé samedi matin le camp présidentiel "de chercher à gagner du temps" en mettant en avant la question de la sécurité et des réfugiés, alors que les opposants souhaitent parler en priorité "d'abandon du processus électoral", à moins de 72 heures de l'ouverture prévue des bureaux de vote. Les discussions se poursuivaient samedi à la mi-journée.